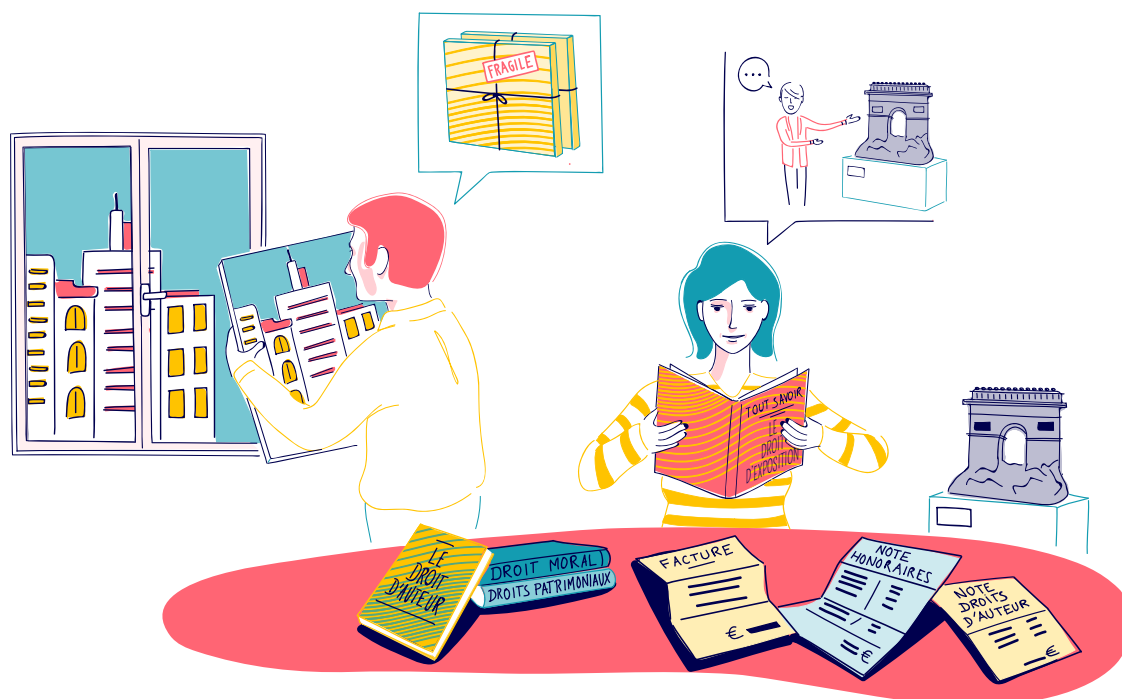


CULTURE :
une FICHE pour
L'essentiel

organiser une exposition d'art

février 2021

Afin de permettre à chacun et chacune de rencontrer différentes pratiques artistiques, le secteur des arts visuels est soutenu, entre autres, par les collectivités territoriales. S'il s'agit le plus souvent d'un appui financier apporté aux acteurs, parfois les collectivités territoriales souhaitent être à l'origine des projets, notamment d'expositions d'art contemporain, participant à la fois à la diffusion du travail de l'artiste et à la valorisation du territoire.



Menant souvent de front mandat électoral et activité professionnelle, les élu.e.s manquent de temps pour s'informer et se former afin de mieux saisir les enjeux et les particularités du secteur culturel. Trois agences régionales, Auvergne-Rhône-Alpes Spectacle Vivant, ARTIS en Bourgogne-Franche-Comté, L'A. Agence culturelle Nouvelle-Aquitaine, en partenariat avec l'Association des maires ruraux de France (AMRF) et avec la complicité de la FNCC, ont conçu ces fiches synthétiques à l'intention des élu.e.s. Informatives, méthodologiques et synthétiques, elles renvoient à de la ressource complémentaire et sont accessibles sur les sites internet de chacun des partenaires.

Réalisation

En partenariat avec

Dans cette fiche, il sera traité des expositions engageant des artistes-auteurs professionnels. Cette trame peut servir d'appui pour des expositions d'artistes amateurs.

Quant au contenu de l'exposition, il convient d'en définir le contour artistique, intellectuel et thématique puis d'en confier l'élaboration et le développement à un commissaire, un artiste-auteur ou une équipe qui portera l'ensemble du projet en s'appuyant sur les règles ci-dessous.

UNE JUSTE RÉMUNÉRATION DES ARTISTES-AUTEURS

Depuis de longues années, contrairement aux autres secteurs culturels, les artistes-auteurs souffrent de l'absence de rémunération systématique, ce qui participe à leur forte précarité.

En tant qu'artistes-auteurs, **leurs créations font l'objet de droits d'auteurs** qui comprennent :

- Le **droit moral** qui est perpétuel et qui ne peut être cédé par l'artiste ou ses ayants droit.
- Les **droits patrimoniaux** qui peuvent être cédés - contre rémunération ou gratuitement - par l'artiste pour une durée limitée ou illimitée, ils regroupent :
 - *Le droit de suite* (uniquement pour les arts visuels et graphiques) qui permet à l'auteur de percevoir un pourcentage sur la revente de ses œuvres par les professionnels du marché de l'art ;
 - *Le droit de représentation* qui permet à l'artiste d'autoriser ou d'interdire la communication au public de l'œuvre ;
 - *Le droit de reproduction* qui permet à l'artiste d'autoriser ou d'interdire la fixation matérielle de l'œuvre.

Il convient de faire **la distinction entre la vente d'œuvres et la cession des droits d'auteurs** :

- ▷ La vente d'une œuvre revient à en céder uniquement la propriété matérielle à l'acheteur.
- ▷ La cession des droits d'auteurs consiste, quant à elle, à céder les droits patrimoniaux de l'œuvre (ex : le droit de représentation).
- ▷ L'artiste peut vendre une œuvre sans pour autant céder ses droits patrimoniaux à l'acheteur.

L'artiste-auteur tire donc ses revenus de :

- ▷ La vente d'œuvres d'art, matérialisée par l'émission d'une facture ;
- ▷ Les prestations de services (rencontres, conférences, ateliers, etc.), par l'émission de notes d'honoraires ;
- ▷ La cession de ses droits d'auteurs, par des notes de droits d'auteurs.

Parmi ces revenus, **le droit d'exposition** ne fait que très rarement l'objet d'une rémunération. Face à cette situation, **le ministère de la Culture et les réseaux professionnels se mobilisent depuis 2019** :

- ▶ Le ministère a publié une grille de rémunération indicative qui s'applique aux expositions monographiques et collectives (exemple : 1 000 € pour une exposition monographique ou 100 € par artiste pour une exposition collective).
- ▶ L'Association française de développement des centres d'art (d.c.a) a également diffusé sa propre grille de rémunération pour les expositions et autres activités artistiques (exemple : 1 000 € pour une exposition monographique ou 150 € par artiste pour une exposition collective).
- ▶ **Si ces deux grilles n'ont pas de caractère obligatoire, elles constituent malgré tout un référentiel** pour les acteurs du secteur et les collectivités territoriales en vue d'une généralisation du droit d'exposition.
- ▶ Dans le cas où l'artiste serait amené à créer de nouvelles œuvres pour l'exposition, sa rémunération devra être séparée du budget de production des œuvres.

LA LOGISTIQUE

En tant qu'organisatrice, **la collectivité territoriale doit prendre en charge la partie logistique** qui ne peut être assurée par l'artiste.

- Le transport et le déchargement des œuvres sont à la charge de l'organisateur.
- L'accrochage et le décrochage des œuvres, à la charge de l'organisateur, sont menés dans le respect des recommandations de l'artiste et des règles de sécurité et de conservation des œuvres d'art.

Une assurance, à la charge de l'organisateur, doit être contractée.

- Il est préférable de faire appel à un spécialiste de l'assurance pour les œuvres d'art.
- Il est conseillé d'assurer les œuvres aux conditions « tous risques » en indiquant le lieu, la durée et les raisons précises.
- L'assureur vous demandera les informations suivantes :
 - la valeur estimée de l'œuvre, ses caractéristiques (techniques, support, etc.), sa date de réalisation, ses dimensions et son propriétaire ;
 - les dates et le lieu pour une exposition temporaire ;
 - le risque : « tous risques clou à clou » ou en « simple séjour ». Le « clou à clou » est la garantie la plus complète car elle couvre l'œuvre dès sa prise en charge au point de départ en incluant le transport, les douanes, le stockage etc. ;
 - le souscripteur du contrat qui signe le contrat et s'engage au paiement de la prime qui correspond à environ 0,5% de la valeur des œuvres d'art à assurer.

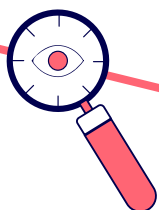
LES ACTIONS DE MÉDIATION

Dans le cadre des expositions, des actions de médiation peuvent être organisées.

Il convient de rappeler les éléments suivants :

- ▶ La médiation est un métier et doit être menée par des professionnels formés.
- ▶ **L'artiste-auteur n'est pas un médiateur.** S'il est demandé à l'artiste d'intervenir dans le cadre d'une action de médiation il doit le faire en tant qu'artiste-auteur et donc être rémunéré en conséquence. À titre indicatif, le tarif horaire d'intervention d'un artiste-auteur est de 60 € dans l'Éducation nationale.
- ▶ Il est possible de se référer à la Charte du réseau d.c.a qui fixe une grille tarifaire pour certaines actions (conférence et atelier) ou à la Charte des auteurs et illustrateurs jeunesse pour les rencontres.
- ▶ Les frais de transport, d'hébergement et de repas doivent être à la charge de la collectivité.

**POUR
ALLER
PLUS
LOIN**



Le site internet du ministère de la Culture, sur la rémunération du droit de présentation publique

culture.gouv.fr

Le site internet du Centre national des arts plastiques (CNAP) qui publie plusieurs guides sur l'art contemporain

cnap.fr/ressources-professionnelles

Le site internet du CIPAC - Fédération national d'art contemporain qui publie de nombreuses ressources

cipac.net

La grille de rémunération produite par l'Association française de développement des centres d'art (d.c.a)

dca-art.com

Le site internet de la Maison des artistes pour la partie diffuseurs :

secu-artistes-auteurs.fr



LES FICHES

- *Elu.e.s et formation*
- *Elaborer une politique culturelle*
- *Les responsabilités et obligations des élu.e.s*
- *Le diagnostic de territoire*
- *Les droits culturels des personnes*
- *Les acteurs institutionnels de la culture*
- *L'éducation artistique et culturelle*
- *Modes de rémunération d'une activité culturelle*
- *La bibliothèque/médiathèque de territoire*

RÉDACTION

AC//RA

AC//RA

art contemporain en Auvergne - Rhône-Alpes

Les fiches sont disponibles sur :

la-nouvelleaquitaine.fr

auvergnerhonealpes.spectacle vivant.fr

artis-bfc.fr

Mise en page : Marion Boucharlat

Les agences sont financées par :